

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 13 août 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant, en ce qui concerne la Caisse nationale de crédit professionnel, la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé et portant diverses autres dispositions" et, le 29 novembre 1996, d'une lettre par laquelle le Ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 4 décembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 augustus 1996 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen en van diverse andere bepalingen, wat betreft de Nationale Kas voor beroepskrediet" en, op 29 november 1996, bij brief door de Minister verzocht om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 4 december 1996 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

La Caisse nationale de crédit professionnel était un établissement public créé par la loi et inscrit dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public en tant qu'organisme d'intérêt public.

Les compétences, l'organisation et le fonctionnement des organismes d'intérêt public ne sont pas régis par une législation uniforme ou générale. Chacun d'eux est issu d'une loi particulière qui lui a attribué une personnalité juridique propre et a défini les règles particulières d'organisation. Cette spécialité résulte de la diversité des missions de service public qui sont confiées à ces organismes.

Tel est le cas de la Caisse nationale de crédit professionnel que l'on a entrepris de privatiser.

En vue de faciliter cette privatisation, le législateur a, dans un premier temps, transformé l'établissement public en une société anonyme de droit public (article 73 de la loi du 17 juin 1991). Concomitamment, la Caisse a été exclue de l'application de la loi du 16 mars 1954.

Le même article 73 prévoit que désormais, la Caisse sera "régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente loi".

.../...

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 40, 5°, de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, cet article 73, alinéa 2, in fine était rédigé comme suit :

"... il n'y est pas dérogé par la présente loi ni, en raison de la nature spéciale de la société, par ses statuts".

L'arrêté en projet, en son article 3, entend transformer la société anonyme de droit public en une société anonyme de droit privé.

Toutefois, il ne suffit pas de changer l'étiquette pour faire d'une société de droit public une authentique société de droit privé.

Encore faut-il que la société en cause conserve sa liberté d'action, comme c'est le cas des autres sociétés commerciales de droit privé et que les actionnaires puissent décider de l'avenir de la société, fût-ce au prix d'une modification de l'objet social.

Tel n'est pas le cas de la S.A. Crédit professionnel dans la mesure où elle demeure être d'une "nature spéciale" bien que ces mots aient été supprimés dans l'article 73 de la loi du 17 juin 1991.

.../...

Cette nature spéciale apparaît sur trois plans :

Le but économique et social.

Ainsi, on observe la persistance de règles légales spécifiques, relatives à l'objet social et à l'organisation de la S.A. Crédit professionnel.

L'article 72 de la loi du 17 juin 1991 (qui n'est pas modifié par l'arrêté en projet) dispose que la Caisse et les associations de crédit agréées par elle sont chargées de favoriser et de développer le crédit professionnel, étant entendu qu'il s'agit de "toute opération de crédit destinée à faciliter l'exercice par une personne physique d'une profession ou l'exploitation par une personne morale d'un commerce, d'une industrie ou d'une activité professionnelle relevant des classes moyennes, sans qu'il soit requis que le demandeur de crédit ait la qualité de commerçant telle qu'elle est définie par le titre Ier du Livre 1er du Code de commerce".

L'article 76, alinéas 1er et 4, en projet se réfère à l'article 72 précité et précise que la S.A. Crédit professionnel doit donner "la priorité aux activités destinées à promouvoir, directement ou indirectement, le crédit professionnel au sens de l'article 72".

Le but social de l'activité, tel qu'il a été défini antérieurement se trouve donc maintenu avec une indication nouvelle de priorité.

.../...

Le contrôle de l'Etat.

L'article 75, alinéa 2, en projet prévoit qu'en tout temps, 50 p.c. au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société anonyme doivent être détenus par des organismes d'intérêt public relevant de l'Etat. Au sein de cette quotité, la Société fédérale de participations devra, en tout temps, détenir plus de 25 p.c. de ces droits de vote.

La S.A. Crédit professionnel continuera d'exercer les missions spéciales dont elle a été chargée par ou en vertu de lois spéciales (article 76, alinéa 5, en projet).

L'article 79, en projet, prévoit que "la Société fédérale de participations a le droit de présenter, sur une liste double, les candidats pour le nombre de mandats d'administrateurs qui est proportionnellement égal à sa part des droits de vote". Une répartition linguistique des mandats est prévue.

La disposition n'a de sens que si pour les places d'administrateur en cause, la Société fédérale de participations possède un droit exclusif de présentation.

Pouvoirs administratifs.

1. Le projet d'arrêté prévoit que la S.A. Crédit professionnel continuera d'exercer un certain contrôle légal sur d'autres sociétés par le canal de l'octroi et du retrait d'agrément ainsi que par l'obligation faite à ces sociétés

.../...

agréées d'observer un code de conduite dont les clauses et conditions seront fixés par le conseil d'administration de la S.A. Crédit professionnel (article 90, d, de la loi du 27 décembre 1993, en projet).

En cas de recours en annulation contre les décisions d'octroi ou de retrait d'agrément, la S.A. Crédit professionnel devra être reconnue comme autorité administrative au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

2. Les sociétés agréées devront verser à la S.A. Crédit professionnel une redevance périodique dont le montant sera fixé unilatéralement, après concertation, par le conseil d'administration de la S.A. (article 90, e, en projet).

3. Les actionnaires des sociétés agréées ne peuvent recevoir qu'un intérêt limité pour leur investissement. Ils n'ont droit, en cas de sortie, qu'au remboursement de leur mise (article 90, c, en projet). Ils n'ont aucun droit, en cas de liquidation, sur le boni ou le surplus de liquidation (article 90, f) c'est-à-dire sur les réserves constituées.

Conclusion.

L'article 3 du projet qui transforme la S.A. Crédit professionnel en une société anonyme de droit privé ne se concilie pas avec les autres dispositions du projet dont

.../...

certaines accordent à cette société des pouvoirs de droit administratif. En effet, la nature particulière de la société demeure, contrairement aux intentions des auteurs du projet telles qu'elles sont exprimées dans le rapport au Roi.

En conséquence, l'article 3 du projet doit être omis.

Observations particulières.

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, il convient d'omettre la référence à la loi du 19 juillet 1991, les modifications qu'elle apporte à la loi du 17 juin 1991 étant devenues sans objet. Par contre, il convient de viser les modifications apportées par la loi du 4 avril 1995 et par l'arrêté royal du 7 octobre 1996.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, il convient de ne viser que la disposition de la loi du 22 mars 1993 que le projet examiné modifie. L'alinéa doit donc être écrit ainsi :

"... de crédit, notamment l'article 62, 1^o, modifié par les arrêtés royaux des 29 septembre 1993 et 7 avril 1995".

.../...

3. A l'alinéa 3, il convient d'écrire :

"..., notamment l'article 99, remplacé par la loi du 20 décembre 1995".

4. Puisque le projet modifie les articles 1er et 3 du Code des taxes assimilées au timbre, il convient d'insérer un nouvel alinéa 5 ainsi rédigé :

"Vu le Code des taxes assimilées au timbre, notamment les articles 1er et 3, rétablis par la loi du 27 décembre 1993 et modifiés par l'arrêté royal du 7 avril 1995".

5. En vertu de l'article 22 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire,

"Tout arrêté (...) mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'inspecteur des Finances et l'accord (...) du ministre qui a le Budget dans ses attributions (...)".

En conséquence, un alinéa 6 et un alinéa 7 doivent être insérés et rédigés comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 4 juillet 1996;

Vu l'accord du ministre du Budget donné le 2 septembre 1996;"

.../...

6. Le préambule sera complété par un alinéa visant l'article 3bis, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, afin que soient clairement manifestées, lors de la publication de l'arrêté au Moniteur belge, les obligations qui incombent au Gouvernement en application de la disposition précitée.

Cet alinéa s'insérera après le visa de l'avis du Conseil d'Etat et s'écrira comme suit :

"Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1er;"

Dispositif.

Article 5.

1. Le liminaire doit être rédigé comme suit :

"L'article 75 de la même loi, modifié par la loi du 18 juillet 1992, ...".

2. L'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte du statut de la Caisse nationale de crédit professionnel a été abrogé par la loi du 17 juin 1991.

.../...

Article 8.

Mieux vaut écrire :

"L'article 78 de la même loi est complété comme suit : "...".

Article 11.

Il convient d'ajouter les mots "ce dernier modifié par la loi du 28 août 1992," après les mots "comprenant les articles 82 à 86,".

Article 14.

1. A l'article 90, c, il devrait être précisé si la forme imposée de société coopérative, vise la société coopérative à responsabilité limitée ou la société coopérative à responsabilité illimitée.

2. Les pouvoirs attribués au Roi, Lui permettent de modifier les dispositions relatives à la dénomination, la création, l'organisation, les missions, le fonctionnement, le financement, la garantie, le contrôle, la dissolution et la liquidation des sociétés ou institutions visées (article 35, 2º, de la loi du 20 décembre 1995).

.../...

La redevance qui, selon l'article 90, e, est versée par les sociétés de crédit agréées, constitue des frais professionnels au sens de l'article 49 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Cette disposition excède les pouvoirs accordés par l'article 35, 2º, de la loi du 20 décembre 1955.

La même observation vaut pour l'article 90ter, en projet (article 16 du projet) qui tend à exclure certaines recettes, des revenus taxables en vertu de l'article 24 du C.I.R. 1992.

Article 17.

Le rapport au Roi ne se concilie pas avec l'observation générale formulée à propos de l'article 3. De plus, en soumettant la décision au contrôle des cours et tribunaux, alors que ce contentieux relève de la section d'administration du Conseil d'Etat, le Roi modifie des règles de compétence judiciaire et excède l'habilitation donnée par l'article 35, 2º, de la loi du 20 décembre 1955.

Articles 17 et 19.

Il convient d'écrire :

"... est inséré dans la même loi, modifiée par les lois des 22 juillet 1991, 28 juillet 1992, 28 décembre 1992, 22 mars 1993, l'arrêté royal du 29 septembre 1993, les lois des

.../...

27 décembre 1993 et 6 juillet 1994, l'arrêté royal du 20 juillet 1994, les lois des 12 décembre 1994, 23 décembre 1994 et 4 avril 1995, l'arrêté royal du 7 avril 1995, la loi du 20 décembre 1995 et l'arrêté royal du 7 octobre 1996, et rédigé comme suit :".

Article 22.

La référence aux modifications apportées par les arrêtés des 29 septembre 1993 et 20 juillet 1994, devenues sans objet, doit être omise.

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version française, in fine, du présent avis.

Algemene opmerking.

De Nationale Kas voor Beroepskrediet was een door de wet opgerichte openbare instelling die als instelling van openbaar nut in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut was opgenomen.

De bevoegdheden, de organisatie en de werkwijze van de instellingen van openbaar nut worden niet geregeld door een enkele of algemene wetgeving. Elke instelling van openbaar nut is ontstaan uit een specifieke wet waarbij haar een eigen rechtspersoonlijkheid is toegekend en de specifieke regels voor de organisatie ervan zijn vastgesteld. Deze eigen aard is het gevolg van de verscheidenheid van de taken van openbare dienst die aan die instellingen zijn opgedragen.

Dat is het geval met de Nationale Kas voor Beroepskrediet die men wil privatiseren.

Om deze privatisering te vergemakkelijken, heeft de wetgever de instelling in een eerste fase omgevormd van een openbare instelling tot een publiekrechtelijke naamloze vennootschap (artikel 73 van de wet van 17 juni 1991). Tegelijkertijd is de Kas uitgesloten van de werkingssfeer van de wet van 16 maart 1954.

Hetzelfde artikel 73 bepaalt dat voortaan "de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen (op de

.../...

Kas) van toepassing (zijn), voor zover hiervan niet wordt afgeweken door deze wet".

Tot de inwerkingtreding van artikel 40, 5°, van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, luidde dat artikel 73, tweede lid, in fine als volgt :

"... niet wordt afgeweken door deze wet of, wegens de speciale aard van de vennootschap, door haar statuten".

Artikel 3 van het ontworpen besluit strekt ertoe de publiekrechtelijke naamloze vennootschap om te vormen tot een privaatrechtelijke naamloze vennootschap.

Het vervangen van de benaming volstaat echter niet om van een publiekrechtelijke vennootschap een echte privaatrechtelijke vennootschap te maken.

Daarvoor is bovendien vereist dat de vennootschap in kwestie, zoals de overige privaatrechtelijke handelsvennootschappen, over handelingsvrijheid beschikt en dat de aandeelhouders over de toekomst van de vennootschap kunnen beslissen, zelfs als zulks een wijziging van het doel van de vennootschap met zich brengt.

Dat is niet het geval met de N.V. Beroepskrediet doordat zij van "speciale aard" blijft, ook al zijn die woorden in artikel 73 van de wet van 17 juni 1991 geschrapt.

.../...

Deze speciale aard blijkt op drie punten :

Het economisch en vennootschappelijk doel.

Zo wordt vastgesteld dat er specifieke wettelijke regels blijven bestaan betreffende het doel en de organisatie van de N.V. Beroepskrediet.

Artikel 72 van de wet van 17 juni 1991 (dat niet wordt gewijzigd door het ontworpen besluit) bepaalt dat de Kas en de door haar erkende kredietverenigingen tot taak hebben het beroepskrediet te bevorderen en te ontwikkelen, met dien verstande dat het daarbij gaat om "alle kredietverrichtingen met als doel de uitoefening van een beroep door een natuurlijke persoon of de exploitatie door een rechtspersoon van een handel, een nijverheid of een professioneel middenstandsbedrijf te vergemakkelijken en waarbij niet wordt vereist dat de kredietvrager de hoedanigheid van handelaar heeft zoals omschreven door titel I van boek I van het Wetboek van Koophandel".

Het ontworpen artikel 76, eerste en vierde lid, verwijst naar het voornoemde artikel 72 en bepaalt dat de N.V. Beroepskrediet "voorrang (moet verlenen) aan de activiteiten bestemd om het beroepskrediet in de zin van artikel 72 rechtstreeks of onrechtstreeks te bevorderen".

Het doel van de vennootschapsactiviteit, zoals het vroeger is omschreven, wordt dus behouden met een nieuwe opgave van de prioriteiten.

.../...

De staatscontrole.

Het ontworpen artikel 75, tweede lid, bepaalt dat steeds ten minste 50 pct. van de stemmen waarop de door de vennootschap uitgegeven effecten recht geven, moet berusten bij de instellingen van openbaar nut die onder de Staat ressorteren. Binnen dat aandeel moet de Federale Participatiemaatschappij steeds meer dan 25 pct. van die stemmen bezitten.

De N.V. Beroepskrediet zal de bijzondere taken blijven uitvoeren die haar door of krachtens bijzondere wetten zijn opgedragen (ontworpen artikel 76, vijfde lid).

Het ontworpen artikel 79 bepaalt dat "de Federale Participatiemaatschappij ... het recht (heeft) om op een dubbele lijst, de kandidaten voor te dragen voor het aantal bestuursmandaten dat proportioneel overeenstemt met haar aandeel in de stemrechten". Er is in een verdeling van de mandaten volgens de taal voorzien.

De bepaling heeft alleen zin als voor de plaatsen van bestuurder in kwestie alleen de Federale Participatiemaatschappij kandidaten mag voordragen.

Administratieve bevoegdheden.

1. Het ontworpen besluit bepaalt dat de N.V. Beroepskrediet op andere vennootschappen een zekere wettelijke controle zal blijven uitoefenen door middel van

.../...

het verlenen en het intrekken van de erkenning en door de verplichting die aan de erkende vennootschappen wordt opgelegd om zich te houden aan een gedragscode waarvan de bepalingen en de voorwaarden door de raad van bestuur van de N.V. Beroepskrediet worden opgesteld (het ontworpen artikel 90, d, van de wet van 27 december 1993).

Als tegen de beslissingen waarbij de erkenning wordt verleend of ingetrokken een beroep tot nietigverklaring wordt ingesteld, zal de N.V. Beroepskrediet moeten worden erkend als een administratieve overheid in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

2. De erkende vennootschappen zullen aan de N.V. Beroepskrediet een periodieke vergoeding moeten storten waarvan het bedrag, na overleg, eenzijdig door de raad van bestuur van de N.V. wordt bepaald (het ontworpen artikel 90, e).

3. De aandeelhouders van de erkende vennootschappen kunnen voor hun investering slechts een beperkte rente krijgen. Als zij de vennootschap verlaten, hebben zij slechts recht op de terugbetaling van hun inbreng (het ontworpen artikel 90, c). In geval van vereffening hebben zij geen enkel recht op de vereffeningsoverschot (het ontworpen artikel 90, f), dat wil zeggen op de aangelegde reserves.

.../...

Conclusie.

Artikel 3 van het ontwerp, waarbij de N.V. Beroepskrediet tot een privaatrechtelijke naamloze vennootschap wordt omgevormd, verdraagt zich niet met de overige bepalingen van het ontwerp, waarvan sommige die vennootschap bestuursrechtelijke bevoegdheden opdragen. De speciale aard van de vennootschap blijft immers behouden, ondanks de bedoelingen van de stellers van het ontwerp, zoals die in het verslag aan de Koning tot uiting komen.

Bijgevolg behoort artikel 3 van het ontwerp te vervallen.

Bijzondere opmerkingen.

Aanhef.

1. In het eerste lid behoort de verwijzing naar de wet van 19 juli 1991 te vervallen, aangezien de wijzigingen die zij aanbrengt in de wet van 17 juni 1991 doelloos geworden zijn. Men dient daarentegen te verwijzen naar de wijzigingen die aangebracht zijn bij de wet van 4 april 1995 en het koninklijk besluit van 7 oktober 1996.

Voorts schrijve men overeenkomstig de gevestigde gewoonte "gewijzigd bij". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

2. In het tweede lid behoort enkel verwezen te worden naar de bepaling van de wet van 22 maart 1993 die gewijzigd wordt door het onderzochte ontwerp. Het lid dient dus als volgt gesteld te worden :

"... de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 62, 1^o, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 september 1993 en 7 april 1995".

3. In het derde lid behoort te worden geschreven :

"..., inzonderheid op artikel 99, vervangen bij de wet van 20 december 1995".

4. Daar het ontwerp de artikelen 1 en 3 van het wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen wijzigt, behoort er een nieuw vijfde lid te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, inzonderheid op de artikelen 1 en 3, hersteld door de wet van 27 december 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 april 1995".

5. Krachtens artikel 22 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole,

.../...

"(vermeldt) elk (...) besluit (...) in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding (...) van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort (...)".

Bijgevolg dienen een zesde en een zevende lid te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, van 4 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 2 september 1996;".

6. De aanhef dient aangevuld te worden met een lid dat verwijst naar artikel 3bis, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, opdat bij de bekendmaking van het besluit in het Belgisch Staatsblad, de verplichtingen die de Regering, overeenkomstig de voornoemde bepaling heeft, duidelijk blijken.

Dat lid dient ingevoegd te worden na de verwijzing naar het advies van de Raad van State en dient als volgt gesteld te worden :

"Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1;".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 5.

1. De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Artikel 75 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1992, ...".

2. Het koninklijk besluit van 2 juni 1956 houdende omwerking van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, is opgeheven bij de wet van 17 juni 1991.

Artikel 8.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Artikel 78 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt : "...".

Artikel 11.

De woorden "welk laatste artikel gewijzigd is bij de wet van 28 augustus 1992," dienen ingevoegd te worden na de woorden "bevattende de artikelen 82 tot 86,".

.../...

Artikel 14.

1. In artikel 90, c, zou verduidelijkt moeten worden of de verplichte rechtsvorm van coöperatieve vennootschap die van coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid is, dan wel die van coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid.

2. De bevoegdheden die aan de Koning toegekend zijn, stellen Hem in staat de bepalingen te wijzigingen betreffende de benaming, oprichting, organisatie, taak, werkwijze, financiering, waarborg, controle, ontbinding, en vereffening van de bedoelde vennootschappen en instellingen (artikel 35, 2°, van de wet van 20 december 1995).

De vergoeding die volgens artikel 90, e, gestort wordt door de erkende kredietverenigingen, maakt deel uit van de beroepskosten zoals bedoeld in artikel 49 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992.

Die bepaling overschrijdt de bevoegdheden die toegekend zijn door artikel 35, 2°, van de wet van 20 december 1995.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 90ter (artikel 16 van het ontwerp), dat ertoe strekt sommige ontvangsten uit te sluiten van de overeenkomstig artikel 24 van het W.I.B. 1992 belastbare inkomsten.

.../...

Artikel 17.

Het verslag aan de Koning verdraagt zich niet met de algemene opmerking die geformuleerd is naar aanleiding van artikel 3. Doordat de Koning de beslissing onderwerpt aan de controle van de hoven en rechtbanken, terwijl deze geschillen vallen onder de bevoegdheid van de afdeling administratie van de Raad van State, wijzigt Hij regels inzake de rechterlijke bevoegdheid en gaat Hij de bij artikel 35, 2º, van de wet van 20 december 1995 verleende machtiging te buiten.

Artikelen 17 en 19.

Er behoort geschreven te worden :

"In dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1991, 28 juli 1992, 28 december 1992, 22 maart 1993, het koninklijk besluit van 29 september 1993, de wetten van 27 december 1993 en 6 juli 1994, het koninklijk besluit van 20 juli 1994, de wetten van 12 december 1994, 23 december 1994 en 4 april 1995, het koninklijk besluit van 7 april 1995, de wet van 20 december 1995 en het koninklijk besluit van 7 oktober 1996, wordt een artikel ... ingevoegd, luidende :".

.../...

Artikel 22.

De verwijzing naar de wijzigingen die zijn aangebracht bij de besluiten van 29 september 1993 en 20 juli 1994 dient te vervallen, daar die wijzigingen doelloos geworden zijn.

Slotopmerking.

De redactie van sommige bepalingen van de Nederlandse versie van het ontwerp is ondermaats uit een oogpunt van correct taalgebruik en goede stijl. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 5, het ontworpen artikel 75, tweede lid, "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend", "die onder de Staat ressorteren" in plaats van "die van de Staat afhangen", "een financieel bedrijf uitoefenen" in plaats van "een financieel bedrijf voeren", "bezitten steeds ten minste 50 pct. van de stemmen ..." in plaats van "moeten steeds ten minste 50 pct. bezitten van de stemrechten ...", "Bij de Federale Participatiemaatschappij berust steeds meer dan 25 pct. van die stemmen" in plaats van "... moet steeds meer dan 25 pct. bezitten van die stemrechten"; in artikel 6, het ontworpen artikel 76, eerste lid, "adressaten" in plaats van "bestemmingen", "andere dan beroepsdoeleinden" in plaats van "extraprofessionele doeleinden"; in hetzelfde artikel, het ontworpen vijfde lid, "taken" in plaats van "opdrachten", alsook "zijn opgedragen" in plaats van "werden opgedragen"; in artikel 14, het ontworpen artikel 90, a), tweede lid, "verbiedt ze" in plaats van "verbiedt hen", in hetzelfde artikel, het ontworpen b), eerste lid, "het

.../...

uitsluitend prudentiële toezicht ...", in hetzelfde artikel, het ontworpen f) "bij gebreke daarvan" in plaats van "bij gebreke daaraan"; in artikel 17, het ontworpen artikel 90quater, eerste lid, "voorwaarden naleven" in plaats van "voorwaarden eerbiedigen", in hetzelfde artikel, het ontworpen tweede lid, "de statutaire bepaling van" in plaats van "de statutaire bepaling voorzien in"; in artikel 28 "Opgeheven worden" in plaats van "Worden opgeheven". De Nederlandse tekst zou grondig verbeterd moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur.
Les notes du Bureau de coordination
ont été rédigées par
M. B. CUVELIER, référendaire
adjoint, et M. X. DELGRANGE,
auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. REGNIER, eerste
auditeur. De nota's van het
Coördinatiebureau werden
opgesteld door de
H. B. CUVELIER, adjunct-
referendaris, en de
H. X. DELGRANGE, adjunct-
auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.